



Discours d'Alger

Par Che Guevara

Numéro 10, 2017

Chers frères,

Cuba participe à cette conférence, d'abord pour faire entendre à elle seule la voix des peuples d'Amérique Latine, mais aussi en sa qualité de pays sous-développé qui, en même temps, construit le socialisme.

Ce n'est pas par hasard s'il est permis à notre représentation d'émettre son opinion parmi les peuples d'Asie et d'Afrique. Une aspiration commune nous unit dans notre marche vers l'avenir : la défaite de l'impérialisme. Un passé commun de lutte contre le même ennemi nous a unis tout au long du chemin. Cette conférence est une assemblée de peuples en lutte ; cette lutte se développe sur deux fronts également importants et réclame tous nos efforts. La lutte contre l'impérialisme pour rompre les liens coloniaux et néocoloniaux, qu'elle soit menée avec des armes politiques, des armes réelles ou avec les deux à la fois, n'est pas sans liens avec la lutte contre le retard et la misère ; toutes deux sont des étapes sur une même route menant à la création d'une société nouvelle, à la fois riche et juste.

La prise du pouvoir politique et la liquidation des classes d'oppression constituent un impératif ; mais ensuite, il faut affronter la seconde étape dont les caractéristiques sont encore plus difficiles, s'il se peut, que la première.

Depuis que les capitaux monopolistes se sont emparés du monde, ils maintiennent dans la misère la plus grande partie de l'humanité et partagent tous les profits à l'intérieur du groupe des pays les plus puissants. Le niveau de vie de ces pays repose sur la misère des nôtres. Pour élever le niveau de vie des peuples sous-développés, il faut donc lutter contre l'impérialisme. Chaque fois qu'un pays se détache de l'arbre impérialiste, ce n'est pas seulement une bataille partielle gagnée contre l'ennemi principal, c'est aussi une contribution à son affaiblissement réel et un pas de plus vers la victoire finale. Il n'est pas de frontières dans cette lutte à mort. Nous ne pouvons rester indifférents devant ce qui se passe ailleurs dans le monde, car toute victoire d'un pays sur l'impérialisme est une victoire pour nous ; de même que toute défaite d'une nation est une défaite pour nous. La pratique de l'internationalisme prolétarien n'est pas seulement un devoir pour les peuples qui luttent pour un avenir meilleur, c'est aussi une nécessité inéluctable. Si l'ennemi impérialiste, américain ou autre, se déchaîne contre les peuples sous-développés et contre les pays socialistes, la simple

logique détermine la nécessité d'une alliance entre les peuples sous-développés et les pays socialistes. S'il n'existait pas d'autre facteur d'union, l'ennemi commun serait celui-là. Ces unions ne peuvent évidemment pas se réaliser spontanément, sans discussions ; elles doivent naître dans des conditions parfois douloureuses.

Chaque fois qu'un pays se libère, avons-nous dit, c'est une défaite pour le système impérialiste mondial, mais nous devons reconnaître que cette rupture ne se produit pas du seul fait de proclamer l'indépendance ou d'obtenir une victoire par les armes dans une révolution.

La liberté survient lorsque la domination économique de l'impérialisme sur un peuple cesse. C'est donc une question vitale pour les pays socialistes que ces ruptures se produisent effectivement. Et c'est notre devoir international, le devoir dicté par l'idéologie qui nous guide, de continuer par nos efforts à la libération la plus trépidante et la plus profonde. Nous devons tirer la conclusion de tout cela : le développement des pays qui s'engagent sur la voie de la libération doit être payé par les pays socialistes. Nous le disons sans aucune intention de chantage ou d'effet spectaculaire, ni en cherchant un moyen facile de nous rapprocher de tous les peuples afro-asiatiques, mais bien parce que c'est notre conviction profonde. Le socialisme ne peut exister s'il ne s'opère dans les consciences une transformation qui provoque une nouvelle attitude fraternelle à l'égard de l'humanité, aussi bien sur le plan individuel dans la société qui construit ou qui a construit le socialisme que, sur le plan mondial, vis à vis de tous les peuples qui souffrent de l'oppression impérialiste.

Nous croyons que c'est dans cet esprit que doit être prise la responsabilité d'aider les peuples dépendants et qu'il ne doit plus être question de développer un commerce pour le bénéfice mutuel sur la base de prix truqués aux dépens des pays sous-développés par la loi de la valeur et les rapports internationaux d'échange inégal qu'entraîne cette loi.

Comment peut-on appeler « bénéfice mutuel » la vente à des prix de marché mondial de produits bruts qui coûtent aux pays sous-développés des efforts et des souffrances sans limites et l'achat à des prix de marché mondial des machines produites dans les grandes usines automatisées qui existent aujourd'hui ?

Si nous établissons ce type de rapports entre les deux groupes de nations, nous devons convenir que les pays socialistes sont, dans une certaine mesure, complices de l'exploitation impérialiste. On alléguera que le volume des échanges avec les pays sous-développés constitue un pourcentage insignifiant du commerce extérieur de ces pays. C'est absolument vrai mais cela ne change rien au caractère immoral de cet échange.

Les pays socialistes ont le devoir moral de liquider leur complicité tacite avec les pays exploités de l'Ouest. Le fait que le commerce est actuellement réduit ne signifie rien. En 1959, Cuba vendait du sucre occasionnellement à un pays du bloc socialiste par l'intermédiaire de courtiers anglais ou

d'autres nationalités. Aujourd'hui, 80% de son commerce se fait avec le camp socialiste ; tous les produits essentiels viennent du camp socialiste et, en fait, elle en fait maintenant partie. Nous ne pouvons pas dire que ces revenus proviennent d'un simple accroissement du commerce, ni que le commerce a augmenté en raison de la destruction des anciennes structures et de l'engagement dans une forme socialiste de développement ; les deux extrêmes se touchent et sont reliés entre eux. Nous ne nous sommes pas engagés dans la voie du communisme en prévoyant toutes les étapes comme le produit logique d'un développement idéologique qui progressera vers un but déterminé. Les vérités socialistes jointes aux dures vérités de l'impérialisme ont forgé notre peuple et lui ont montré la voie que nous avons adoptée ensuite en toute conscience. Les peuples d'Afrique et d'Asie qui iront vers leur libération définitive devront prendre la même voie. Ils l'emprunteront tôt ou tard même si leur socialisme s'accompagne aujourd'hui d'adjectifs divers.

Il n'est pour nous d'autre définition du socialisme que l'abolition de l'exploitation de l'homme par l'homme.

Tant que cette abolition ne se réalisera pas, nous restons au stade de la construction de la société socialiste et si, au lieu que ce phénomène se produise, la tâche de la suppression de l'exploitation s'arrête, ou même recule, alors on ne peut même plus parler de construction du socialisme. Nous devons préparer les conditions qui permettront nos frères de prendre directement et en pleine conscience la voie de l'abolition définitive de l'exploitation mais nous ne pouvons pas leur demander de prendre cette voie si nous sommes nous-mêmes complices de cette exploitation. Si l'on nous demandait quelles sont les méthodes qu'il faut appliquer pour établir des prix équitables, nous ne pourrions pas répondre parce que nous ne connaissons pas les données pratiques de la question. Nous savons seulement qu'après des discussions politiques, L'Union Soviétique et Cuba ont signé des accords avantageux pour nous, grâce auxquels nous vendons 5 millions de tonnes de sucre à prix fixe au-dessus du prétendu marché libre mondial du sucre. La République Populaire de Chine paie le même prix.

Ceci n'est que le terrain de travail : la tâche réelle consiste à établir des prix qui permettent le développement. Une conception totalement nouvelle consistera à changer l'ordre des rapports internationaux ; le commerce extérieur ne doit pas déterminer la politique mais au contraire, être subordonné à une politique fraternelle à l'égard des peuples. Analysons brièvement le problème des crédits à long terme destinés à développer les industries de base. Nous constatons fréquemment que les pays bénéficiaires veulent installer des bases industrielles disproportionnées par rapport à leurs possibilités actuelles, dont les produits ne seront pas consommés chez eux et dont les réserves seront compromises par cet effort. Notre raisonnement est le suivant : les investissements des pays socialistes sur leur propre territoire pèsent directement sur le budget de l'Etat et ne sont amortis que par l'utilisation des produits qui se fabriquent jusqu'au bout de la fabrication.

De cette façon, l'immense énergie latente de nos continents, misérablement exploités et jamais aidés dans leur développement, pourrait être mise en mouvement et on pourrait entreprendre une

nouvelle étape de véritable division internationale du travail, qui ne serait pas fondée sur l'histoire de ce qui s'est fait jusqu'ici mais sur l'histoire future de ce qui peut se faire. Les Etats dont les territoires recevront les nouveaux investissements auraient sur ceux-ci tous les droits inhérents à la propriété souveraine, sans aucune obligation de paiement ou de crédits. Les bénéficiaires auront pour seule obligation de fournir aux pays ayant fait l'investissement une quantité déterminée de produits pendant un certain nombre d'années et à un certain prix. Le financement de la part locale des frais que doit encourir un pays qui réalise des investissements de ce type mérite également d'être étudié. Une forme d'aide, qui ne signifierait pas des distributions de devises librement convertibles, pourrait être la fourniture de marchandises faciles à vendre, payables à long terme, aux pays sous-développés. Un autre problème difficile à résoudre est celui de la conquête de la technique. Tout le monde connaît l'insuffisance de techniciens dont souffrent les pays sous-développés. Ils manquent d'écoles et de cadres. Il nous manque aussi parfois une conscience réelle de nos besoins et nous ne savons pas toujours décider d'appliquer en priorité une politique de développement technique, culturel ou idéologique.

Les pays socialistes doivent fournir l'aide nécessaire pour forer les organismes d'éducation technique, insister sur l'importance capitale de ce problème et fournir les cadres qui manquent actuellement.

Il faut insister davantage sur ce dernier point : les techniciens qui viennent dans nos pays doivent être exemplaires. Ce sont des camarades qui devront rencontrer un milieu inconnu, souvent hostile à la technique, qui parle une autre langue que la leur et dont les coutumes sont totalement différentes. Les techniciens qui entreprennent cette tâche difficile devraient être tout d'abord des communistes, au sens le plus profond et le plus noble du terme. Cette seule qualité, jointe à un minimum de sens de l'organisation et de souplesse, permettra de faire des merveilles. Nous savons que c'est possible parce que des pays frères nous ont envoyé un certain nombre de techniciens qui ont fait davantage pour le développement de nos pays que dix instituts, et ont contribué plus efficacement à l'amitié entre nos peuples que dix ambassadeurs ou cent réceptions diplomatiques. Si l'on pouvait réaliser effectivement ce que nous venons de signaler et, en outre, mettre à la disposition des pays sous-développés toute la technologie des pays avancés, sans utiliser la méthode actuelle des brevets qui protègent les découvertes de chaque pays, nous ferions un énorme progrès dans notre tâche commune. L'impérialisme a été vaincu dans plusieurs batailles partielles. Mais c'est une force considérable dans le monde et nous ne pouvons espérer sa défaite définitive que de l'effort et du sacrifice de nous tous.

Toutefois, l'ensemble des mesures que nous proposons ne sauraient être prises unilatéralement. Il est entendu que les pays socialistes doivent payer le développement des pays sous-développés. Mais il faut aussi que les forces des pays sous-développés se tendent et prennent fermement la voie de la construction d'une société nouvelle – quels que soient les obstacles – où la machine, l'instrument de travail, ne soit pas un instrument d'exploitation pour l'homme. On ne peut pas non plus prétendre à la confiance des pays socialistes si l'on joue à garder l'équilibre entre capitalisme

et socialisme en essayant d'utiliser les deux forces en compétition pour en tirer des avantages précis. Une nouvelle politique de sérieux absolu doit gouverner les rapports entre les deux groupes de sociétés. Nous devons souligner encore que les moyens de production doivent être de préférence aux mains de l'Etat de façon à ce que les marques de l'exploitation disparaissent peu à peu. Par ailleurs, le développement ne peut être laissé à l'improvisation totale : il faut planifier la construction de la société nouvelle.

La planification est une des lois du socialisme sans laquelle il n'existerait pas. Faute de planification convenable, on ne peut garantir suffisamment que tous les secteurs économiques d'un pays s'uniront harmonieusement pour faire les bonds en avant qu'exige l'époque où nous vivons. La planification n'est pas un problème isolé dans chacun de nos petits pays ; ces pays dont le développement est déformé, qui possèdent des matières premières ou produisent quelques produits fabriqués ou semi-fabriqués, mais manquent de tous les autres. Dès le départ, la planification devra tendre vers une certaine division régionale de façon à coordonner les économies des pays et arriver ainsi à une intégration sur la base d'un véritable bénéfice mutuel. Nous croyons que le chemin actuel est plein de dangers ; non pas de dangers inventés ou prévus à longue échéance par quelque esprit supérieur, mais de dangers qui sont le résultat tangible des réalités qui nous harcèlent.

La lutte contre le colonialisme a atteint ses dernières étapes mais, à notre époque, le statut colonial n'est qu'une conséquence de la domination impérialiste. Tant que l'impérialisme existera, par définition, il exercera sa domination sur d'autres pays. Cette domination s'appelle aujourd'hui néo-colonialisme.

Le néo-colonialisme s'est d'abord développé en Amérique du Sud, dans tout un continent ; il commence aujourd'hui à se manifester avec de plus en plus d'intensité en Afrique et en Asie. Ses formes de développement et de pénétration sont diverses. L'une est la forme brutale telle que nous l'avons vue au Congo. La violence pure et simple sans considérations ni déguisements d'aucune sorte est son arme extrême. Il existe une autre forme plus subtile : la pénétration des pays qui se libèrent politiquement, l'union avec les nouvelles bourgeoisies nationales, le développement d'une bourgeoisie parasitaire étroitement liée aux intérêts de la métropole, favorisés par un certain bien-être ou par une élévation transitoire du niveau de vie des peuples ; en effet, dans des pays très arriérés, le simple passage des rapports féodaux aux rapports capitalistes représente un grand progrès, indépendamment des conséquences fatales qu'ils entraînent pour les travailleurs.

Le néo-colonialisme a montré ses griffes au Congo. Ce n'est pas un signe de puissance, mais bien de faiblesse ; il a dû recourir à la force, son arme extrême, comme argument économique, ce qui engendre des réactions d'opposition d'une grande intensité. Cette pénétration s'exerce aussi dans d'autres pays d'Afrique et d'Asie sous une forme beaucoup plus subtile qui crée rapidement ce qu'on a appelé la « sud-américanisation » de ces continents, c'est à dire le développement d'une bourgeoisie parasitaire qui n'ajoute rien à la richesse nationale mais qui, au contraire, accumule

hors du pays dans des banques capitalistes ses énormes profits malhonnêtes et traite avec l'étranger pour obtenir encore davantage de bénéfices, avec un mépris absolu pour le bien-être de son peuple.

Il existe aussi d'autres dangers : par exemple, la rivalité entre pays frères, politiquement amis, et parfois même voisins, qui essaient de développer les mêmes investissements, au même moment, et pour des marchés qui souvent ne l'admettent pas. Cette concurrence a l'inconvénient de gaspiller des énergies qui pourraient servir à une coopération économique beaucoup plus large et, en outre, elle permet le jeu des monopoles impérialistes. Dans certains cas, lorsqu'il est absolument impossible de réaliser un investissement précis avec l'aide du camp socialiste, on l'effectue moyennant des accords avec les capitalistes. Ces investissements capitalistes ont des défauts inhérents à la façon dont sont accordés les crédits, mais aussi d'autres défauts très importants, tel que l'établissement de sociétés mixtes où s'associent de dangereux voisins. Comme les investissements sont en général parallèles à ceux d'autres Etats, le risque est que des pays amis entrent en conflit pour des différends économiques ; par ailleurs, la corruption émanant de la présence constante du capitalisme, habile à faire miroiter le développement et le bien-être pour troubler beaucoup de gens, constitue une grave menace.

Peu après, la saturation de productions similaires entraîne une chute des prix sur les marchés. Les pays touchés se voient dans l'obligation soit de demander de nouveaux prêts, soit de permettre des investissements complémentaires pour rester compétitifs. Une telle politique se solde finalement par la prise en charge de l'économie par les monopoles, et on retourne lentement mais sûrement au passé. A notre avis, pour réaliser sans danger des investissements avec la participation des puissances impérialistes, il faut que l'Etat participe directement comme acheteur unique des biens, en limitant l'action impérialiste à l'établissement des contrats de fourniture sans les laisser aller plus loin que notre porte. Dans ce cas, il est juste de profiter des contradictions de l'impérialisme pour obtenir des conditions moins onéreuses. Il ne faut pas non plus oublier les aides économiques, culturelles, etc, dites « désintéressées » que l'impérialisme accorde lui-même ou par l'intermédiaire d'Etats fantoches qui reçoivent le meilleur accueil dans certaines parties du monde.

Si tous ces dangers ne sont pas reconnus à temps, c'est à voie ouverte au néo-colonialisme dans des pays qui ont entrepris, pleins de foi et d'enthousiasme, leur tâche de libération nationale :

La domination des monopoles s'installe subtilement, si progressivement qu'il est bien difficile d'en distinguer les effets jusqu'au moment où ils se font brutalement ressentir. Nous avons tout un travail à réaliser ; des problèmes immenses se posent à nos deux mondes : celui des pays socialistes et celui-ci, appelé le tiers-monde ; des problèmes directement liés à l'homme et à son bien-être et à la lutte contre le principal coupable de notre retard. Devant ces problèmes, tous les pays et tous les peuples, conscients de leurs devoirs, des dangers qu'engendre notre situation, des sacrifices que demande le développement, doivent prendre des mesures concrètes pour que nos liens se nouent sur les deux plans : économique et politique, qui ne peuvent jamais se dissocier, et constituer un

grand bloc compact qui puisse à son tour aider de nouveaux pays à se libérer, à la fois du pouvoir politique et économique de l'impérialisme.

L'aspect de la libération par les armes d'une puissance politique d'oppression doit être abordée suivant les règles de l'internationalisme prolétarien : s'il est absurde de penser qu'un directeur d'entreprise dans un pays socialiste en guerre puisse hésiter à envoyer les tanks qu'il produit sur un front ne pouvant présenter de garantie de paiement, il ne doit pas sembler moins absurde de vouloir vérifier la solvabilité d'un peuple qui lutte pour sa libération et qui a besoin d'armes pour défendre sa liberté. Dans nos mondes, les armes ne sauraient être des marchandises ; elles doivent être livrées absolument gratuitement dans les quantités nécessaires – et possibles – aux peuples qui les demandent pour les utiliser contre l'ennemi commun. C'est dans cet esprit que l'Union Soviétique et la République de Chine nous ont accordé leur aide militaire. Nous sommes socialistes, nous constituons une garantie d'utilisation de ces armes, mais nous ne sommes pas les seuls et nous devons tous être traités de la même manière.

Pour répondre à l'agression abominable de l'impérialisme américain contre le Vietnam et le Congo, il faut fournir à ces pays frères tous les moyens de défense dont ils ont besoin, en leur offrant notre solidarité inconditionnelle.

Sur le plan économique, nous avons besoin de surmonter les difficultés du développement à l'aide de la technique la plus avancée possible. Nous ne pouvons pas entreprendre la longue ascension qu'a faite l'humanité, du féodalisme jusqu'à l'ère de l'atome et de l'automation, ce serait un chemin d'immenses sacrifices et un chemin en partie inutile. Il faut prendre la technique où elle se trouve, faire le grand bond technique nécessaire pour réduire peu à peu la différence entre les pays les plus avancés et les nôtres. Cette technique doit s'appliquer dans les grandes usines, ainsi que dans une agriculture convenablement développée, et surtout elle doit avoir pour base une culture technique et idéologique suffisamment forte et implantée dans les masses pour permettre d'entretenir sans cesse les organismes et les appareils de recherche qu'il faut créer dans chaque pays, ainsi que des hommes qui exercent la technique actuelle et qui soient capables de s'adapter aux nouvelles techniques acquises. Ces cadres doivent avoir une conscience claire de leur devoir envers la société dans laquelle ils vivent ; il ne pourra y avoir de culture technique convenable si elle ne s'accompagne d'une culture idéologique. Et dans la plupart de nos pays, il ne pourra y avoir de base suffisante de développement industriel, - dont dépend le développement de la société moderne – si l'on ne commence pas par assurer au peuple la nourriture nécessaire, les biens de consommation les plus indispensables et une instruction convenable.

Il faut conserver une grande partie du revenu national aux investissements dits improductifs de l'instruction et il faut se soucier tout particulièrement du développement de la productivité agricole. Cette dernière atteint dans plusieurs pays capitalistes des niveaux incroyables, et provoqué des crises absurdes de surproduction, d'invasion de céréales et d'autres produits alimentaires ou de matières premières industrielles en provenance de pays avancés, alors que tout un monde souffre

de la faim, tout en possédant suffisamment de terres et d'hommes pour produire plusieurs fois autant que ce dont le monde a besoin pour se nourrir.

L'agriculture doit être considérée comme un pilier du développement, et pour cela, il est essentiel de transformer la structure agricole et de s'adapter aux nouvelles possibilités de la technique ainsi qu'aux nouvelles obligations de l'élimination de l'exploitation humaine.

Avant de prendre des décisions coûteuses qui pourraient entraîner des maux irréparables, il faut mener une protection soignée du territoire national ; c'est une des étapes préalables à la recherche économique et une nécessité élémentaire pour une planification correcte.

Nous appuyons chaleureusement la proposition de l'Algérie qui suggère d'institutionnaliser nos rapports. Nous désirons seulement proposer quelques considérations supplémentaires :

1. Pour que l'union soit instrument de lutte contre l'impérialisme, le concours des peuples d'Amérique Latine et l'alliance avec les pays socialistes sont nécessaires
2. Il vaut veiller au caractère révolutionnaire de l'union, en y interdisant l'accès aux gouvernements et aux mouvements qui ne s'identifient pas avec les aspirations générales des peuples et en créant des mécanismes qui permettent de se séparer de quiconque s'écarte de la route juste, qu'il soit gouvernement ou mouvement populaire.
3. Il faut parvenir à l'établissement de nouveaux rapports sur un pied d'égalité entre nos pays et les capitalistes, en établissant une jurisprudence révolutionnaire pour nous protéger en cas de conflit, et donner un nouveau contenu aux rapports entre nous et le reste du monde.

Nous parlons un langage révolutionnaire et nous luttons honnêtement pour le triomphe de cette cause, mais nous nous empêtrons souvent dans les mailles d'un droit international résultant des confrontations des puissances impérialistes et non de la lutte des peuples. Par exemple, nos peuples sont opprimés par l'angoisse de voir s'établir sur leurs territoires des bases étrangères ; ou encore ils doivent supporter le poids très lourd de dettes extérieures d'une ampleur incroyable. Tout le monde connaît l'histoire de ces autres : des gouvernements fantoches, des gouvernements affaiblis par une longue lutte de libération ou par le développement des lois capitalistes du marché ont permis que soient signés des accords qui menacent notre stabilité interne et compromettent notre avenir.

L'heure est venue de secouer le joug, d'imposer la révision des dettes extérieures qui nous oppriment et d'obliger les impérialistes à abandonner leurs bases d'agression.

Je ne voudrais pas terminer ces mots, ce rappel de principes que vous connaissez tous, sans attirer l'attention de cette assemblée sur le fait que Cuba n'est pas le seul pays d'Amérique Latine ; tout simplement, c'est Cuba qui a la chance de parler aujourd'hui devant vous ; je veux rappeler que

d'autres peuples versent leur sang pour obtenir le droit que nous avons ; et d'ici comme de toutes les conférences et partout où elles ont lieu, nous saluons les peuples héroïques du Vietnam, du Laos, de la Guinée dite portugaise, de l'Afrique du Sud et de la Palestine ; à tous les pays exploités qui luttent pour leur émancipation, nous devons faire entendre notre voix amie, nous devons tendre la main et offrir nos encouragements aux peuples frères du Venezuela, du Guatemala et de Colombie qui, aujourd'hui, les armes à la main, disent définitivement « non » à l'ennemi impérialiste. Peu de scènes sont aussi symboliques qu'Alger, l'une des capitales de la liberté les plus héroïques, pour une telle déclaration. Que l'admirable peuple algérien, trempé comme peu de peuples l'ont été dans les souffrances de l'indépendance, sous la direction de son parti, nous inspire dans cette lutte sans quartiers contre l'impérialisme yankee.

Discours prononcé lors du Séminaire économique de solidarité afro-asiatique, les 22 et 27 février 1965 à Alger.

www.lettresdecuba.cult.cu
lettresdecuba@cubarte.cult.cu
Facebook : Lettres de Cuba
Twitter : @rlettresdecuba